



Un acte de guerre qui appelle à la résistance contre la guerre

MARCHE REPUBLICAINE

DIMANCHE 11 JANVIER

A 14 HEURES

DEPART COURS ALBERT THOMAS

Niveau métro D Monplaisir (de 12 heures à 18 heures l'accès au réseau TCL sera gratuit)

Depuis l'attaque contre Charlie-Hebdo des centaines de rassemblements ont eu lieu dans toute la France et aussi à l'étranger.

Des milliers de personnes ont exprimé ainsi leur rejet du terrorisme, le rejet de toute attaque contre la liberté de la presse, la liberté d'expression, pour le respect de la République et de ses valeurs.

Ces rassemblements sont nécessaires pour empêcher toute stigmatisation des musulmans qui sont partout dans le monde les premières victimes du terrorisme islamiste, et qui n'ont rien à voir avec les criminels. Et qui en France ont fortement dénoncé cette attaque et exprimé leur indignation.

Ce rassemblement de la nation est une réponse unie à une extrême-droite qui cherche par tous les moyens à en faire les boucs émissaires de la crise.

Mais l'impertinence que portaient ces journalistes ne pourra supporter un consensus national qui se transformerait en célébration des institutions.

Il faut dire la vérité. Ce crime est un acte de guerre contre Charlie, contre le rire, contre la liberté d'expression, contre la liberté tout court, c'est un acte de guerre contre la république. Et un acte de guerre qui vise des civils, qui vise des journalistes, des policiers, cela s'appelle un crime de guerre.

Cet acte de guerre n'apparaît pas dans un ciel serein. Depuis des années, les pays occidentaux ont choisit la guerre comme moyen de domination, en instrumentalisant les conflits historiques au moyen-orient et en Afrique, en autorisant leurs partenaires du golfe à financer massivement les divers groupes djihadistes, en travaillant avec des terroristes contre des états indépendants sous prétexte de démocratie, mais en réalité en faveur de nos intérêts

économiques, jusqu'à ce soutien aux néo-nazis en Ukraine pour organiser l'affrontement avec la Russie.

Le rassemblement national doit mettre tout sur la table, toutes les politiques militaristes et de guerre économique et politique pour le repartage permanent du monde dans cette concurrence de tous contre tous que nous impose depuis des années la mondialisation capitaliste.

Que les criminels soient des soldats commandés ou des isolés instrumentalisés, personne ne peut croire qu'un tel crime puisse se faire sans entraînement à tuer, personne ne peut croire qu'un tel attentat se fasse sans préparation, sans planification.

Il faut cesser de faire l'autruche, Il y a bien une force organisée qui mène une guerre moderne, une guerre parmi les civils comme nous l'avons vu malheureusement dans tant de pays, une guerre qui n'est bien sûr pas une guerre de tranchée, mais une guerre partout, une guerre disséminée, agissant sur les terrains classiques, mais aussi économiques, des réseaux numériques, des réseaux de transport, des infrastructures... de la presse et des médias !

Et il faut comprendre pourquoi tant de jeunes éduqués dans ce beau système éducatif public et laïque Français ne trouve d'autre accomplissement que dans l'aventure djihadiste, fournissant ainsi la chair à explosifs dont ont besoin ceux qui organisent, planifient, alimentent cette guerre.

Il faut savoir et comprendre comment des armes de guerres peuvent circuler aussi librement et facilement dans notre pays, en Europe.

Il faut se poser la question du nécessaire arrêt ou de la limitation de la fabrication de telles armes, qui enrichit de grands groupes, mais aussi tout un réseau de trafiquants.

Le choc de ces crimes peut provoquer un changement d'attitude partout et à tous les niveaux, des citoyens dans le refus de la soumission à cette mondialisation violente et inégale, des forces politiques dans le refus de tout compromis avec les intégristes quelle que soit leur religion, des dirigeants dans le refus de la guerre comme "continuation de la politique par d'autres moyens".

L'angélisme doit cesser sur les réseaux qui manipule les souffrances sociales dans les banlieues et que dénonçait il y 10 ans déjà André Gerin.

Il faut bien sûr une réponse policière, militaire aux criminels. Elle existe, elle doit être défendue, mais l'exemple des USA après le 11 septembre 2001 montre l'impasse à laquelle mène une réponse généralisant la surveillance de tous en faisant fi des droits, amplifiant la militarisation du monde, instrumentalisant les conflits au service de la domination impérialiste.

Il faut aussi et d'urgence une réponse politique qui inscrive la nécessaire résistance policière et militaire au terrorisme dans le choix de la paix et de la coopération entre les peuples, dans le refus de toute domination contre la souveraineté de chaque peuple, et donc dans le refus de la domination du libre-échange sur les relations internationales